

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>FRANCE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Sièges de type chilienne, transatlantique et flâneuse
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Décret relatif à la prévention des risques liés au comportement à l'usage des sièges de type chilienne, transatlantique et flâneuse
6.	Teneur: Ce projet prévoit que dans les conditions normales d'utilisation ou dans des conditions raisonnablement prévisibles par le fabricant, les sièges de type chilienne, transatlantique et flâneuse doivent satisfaire aux exigences de sécurité, définies à l'annexe du décret, de manière à assurer la sécurité des personnes en position d'utilisation assise ou allongée contre les risques de dommages physiques, notamment effondrement des sièges, cisaillement, écrasement ou pincements des doigts. Il précise que le respect des exigences de sécurité est attesté par la mention "conforme aux exigences de sécurité" qui doit figurer sur le produit et sur son emballage.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Le projet de décret est d'assurer la sécurité des consommateurs par la prévention des risques liés au comportement à l'usage des sièges de type chilienne, transatlantique et flâneuse. Dans ce secteur de l'ameublement, des incidents et accidents répétés et parfois graves sont constatés par le réseau EHLASS, recensant depuis plusieurs années des accidents mettant en cause l'absence ou l'insuffisance de dispositifs de sécurité des sièges pliants.
8.	Documents pertinents: Textes de base - Code pénal articles 121-1, 131-40 et R. 610-1 Code de la Consommation articles L.221-3 et L.222-1 Code des douanes article 38 Décret n° 84-74 du 26 janvier 1984 Avis de la Commission de la Sécurité des Consommateurs

9.	Date projetée pour l'adoption: décembre 1998 Date projetée pour l'entrée en vigueur: décembre 1999
10.	Date limite pour la présentation des observations: septembre 1998
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme: CINORTECH Mme VAQUIER (AFNOR) Tour Europe – Cédex 07 92049 Paris La Défense